

Curriculum Vitae

Judith ROCHFELD
Professeur de droit privé

Adresse professionnelle : Université de Paris I - Panthéon Sorbonne
12 place du Panthéon – 75231 Paris Cedex 5
FRANCE

Courriels : judith.rochfeld@univ-paris1.fr

I - Titres universitaires français et diplômes

- Maîtrise de Droit privé
- D.E.A. de Droit privé (Paris I)
- Doctorat de Droit privé (*Cause et type de contrat*, thèse Paris I - 1997, sous la direction du Professeur Jacques GHESTIN)
- Agrégation de Droit privé (1999).

II - Activités de recherche

1°/ Publications

<u>Ouvrages</u>

- *Cause et type de contrat*, préface J. Ghestin, LGDJ, Bibliothèque de droit privé, t. 311, 1999, 619 pages, ouvrage couronné du Prix Henri Capitant et du Prix André Isoré
- *Les notions fondamentales de droit privé*, PUF, coll. Thémis, à paraître

<u>Directions d'ouvrages</u>

- E. Jeuland et J. Rochfeld, *Droit des consommateurs et procédures spécifiques en Europe*, Journée d'étude, Faculté Jean Monnet, 10 déc. 2004, Ed. techniques et juridiques, 2005.
- C. Aubert de Vincelles et J. Rochfeld, *L'Acquis communautaire. Les sanctions de l'inexécution du contrat*, travaux de l'Atelier français du Groupe européen de recherches sur le droit privé communautaire en vigueur, dit Groupe « Acquis communautaire », Economica, coll. Etudes juridiques, n° 26, 2006.

<u>Articles</u>

- « **L'expérimentation en double aveugle sur des malades : légitimité juridique et méthode expérimentale** », in *Le droit saisi par la biologie*, sous la direction de C. Labrusse-Riou, L.G.D.J., Bibliothèque de droit privé, 1996, p. 289-326.
- « **Les droits potestatifs accordés par le contrat** », in *Le contrat au début du XXIème siècle*, Etudes offertes à J. Ghestin, LGDJ, 2000, p. 746-768.
- « **Résolution, exception d'inexécution** », in *Les concepts contractuels à l'épreuve des Principes européens de droit des contrats*, (dir.) P. Rémy-Corlay et D. Fenouillet, Dalloz, 2003, pp. 213-233.
- « **Les clairs-obscurs de l'exigence de transparence appliquée aux clauses abusives** », in *Liber Amicorum J. Calais-Auloy*, Etudes de droit de la consommation, *Dalloz*, 2004, pp. 981-995.
- « **Les modes temporels d'exécution du contrat** », in *Durée et contrat*, *Revue des contrats*, 2004, n° 1, pp. 45 et s.
- **V° Cause**, in *Répertoire civil Dalloz*, janvier 2005.
- « **Les rapports entre la régulation et le contrat renouvelés par l'Internet** », in *Les engagements dans les systèmes de régulation économique. Contrat et régulation*, M.-A. Frison-Roche, 2005, Presses de sciences po-Dalloz, Thèmes et commentaires, pp. 203-214.
- « **Remarques sur les propositions relatives à l'exécution et à l'inexécution du contrat : la subjectivation du droit à l'exécution** », in *La réforme du droit des contrats : Projet et perspectives*, 2006, n° 1, pp. 113-128.
- « **La rupture efficace du contrat** », Colloque Cour de cassation- Institut d'Etudes politiques de Paris, Cycle Droit et économie des mécanismes contractuels, 12 juin 2006, à paraître
- « **The place of the Consumer Code in French Contract Law** » / « **La place du code de la consommation en droit contractuel français** », in S. Grundman, M. Schauer (Dir.), *The Architecture of European Codes and Contract Law. Comparative consideration on existing national consumer code*, Kluwer Law, Private Law in European Context Series, 2006, pp. 193 et s.
- « **La proposition de réforme des sanctions de l'inexécution du contrat dans l'Avant-projet de réforme du Code civil français et l'influence européenne** », in *New Features in Contract Law*, R. Schulz (dir.), 2007, à paraître
- « **Le statut du droit contractuel "de protection de la partie faible" : entre droit contractuel, droit du marché et droits de l'homme** », in *Mélanges en l'honneur de G. Viney*, 2007, à paraître
- « **A Future for the Cause** », in *Reforming the French Law of Obligations*, Hart, Oxford, 2007, à paraître

<u>Interventions – Colloques</u>

- « **Résolution, exception d'inexécution** », Colloque *Les concepts contractuels à l'épreuve des Principes européens de droit des contrats*, Paris-Sud 11, 30-31 janvier 2003, Dir. P. Rémy-Corlay et D. Fenouillet, Dalloz, 2003, pp. 213-233.
- « **Les modes temporels d'exécution du contrat** », Colloque *La durée du contrat*, *Revue des contrats*, Maison du Barreau, 22 octobre 2003, *Revue des contrats*, 2004, n° 1, pp. 45 et s.

- « **La transmission du nom à l'enfant** », Colloque *Etat civil et lignée familiale : entre rattachement et appartenance*, Université Paris X-Nanterre, 2-3 avril 2004.
- « **The place of the Consumer Code in French Contract Law** », Conference *The Architecture of European Codes and Contract Law. Comparative consideration on existing national consumer codes* (in English), SECOLA (Société de droit européen des contrats), Vienne, 18 juin 2004.
- **Projet de réforme du Code civil – Section V – Inexécution : « Remarques sur les propositions relatives à l'exécution et à l'inexécution du contrat : la subjectivation du droit à l'exécution »**, Colloque *La réforme du droit des contrats : Projet et perspectives*, La Sorbonne, 25 octobre 2005, organisé par la *Revue des contrats*, RDC 2006, n° 1, pp. 113-128.
- « **La rupture efficace du contrat** », Colloque Cour de cassation- Institut d'Etudes politiques de Paris, Cycle Droit et économie des mécanismes contractuels, 12 juin 2006.
- « **La proposition de réforme des sanctions de l'inexécution du contrat dans l'Avant-projet de réforme du Code civil français et l'influence européenne** », Conférence, Université de Münster, 28 juin 2006.
- « **Le projet de réforme du droit français de l'inexécution des contrats. Vers un rapprochement du droit français et des droits européens ?** », Conférence « Perspectives on Contract Law », Braga – 26 et 27 octobre 2006.
- « **A Future for la Cause** », Conférence Reforming the French Law of Obligations, Oxford, 12-13 mars 2007

Groupes d'études – Rapports et publications

- Projet Catala, *Rapport sur la réforme du droit des obligations*, remis au Ministre de la Justice le 22 septembre 2005 : rédaction de la Section V – De l'inexécution (art. 1157 à 1161), La documentation française, 2006.
- Groupe de recherche sur le droit privé communautaire en vigueur (*Groupe "Acquis communautaire"*), rédaction des co-PECL, sous l'égide de la Commission européenne, dans le cadre du 6^e plan-cadre et du réseau d'excellence : *Principles of existing EC Contract Law (Acquis Principles)*, Contract I, Pre-contractual Obligations, Conclusion of contract, Unfair Terms, 1^{er} volume des travaux, Sellier, 2007
- Groupe de travail sur le droit des obligations (Projet de réforme et perspectives européennes), Conseil supérieur du Notariat, 2007-2008

Chroniques

- **Chronique de droit des obligations**, droit des contrats, *Semaine juridique*, Edition générale (Chronique trimestrielle)
 - Observations sous Caen, 5 janvier 1999
Clause limitative de responsabilité, absence de cause,
JCP G 2000. I. 215, pp. 520-521
 - Observations sous Cass. Civ.3^{ème}, 13 octobre 1999
Régime de la "condition unilatérale"
JCP G 2000. I. 237, pp. 1123-1124

- Observations sous Cass. Civ.1^{ère}, 18 juillet 2000
Interprétation objective des contrats
JCP G 2000. I. 272, pp. 2068-2069
- Observations sous Cass. Civ.1^{ère}, 7 nov. 2000
Licéité de la cession de clientèle médicale
JCP G 2001. I. 301, pp. 432-433
- Observations sous Cass. Civ.1^{ère}, 13 fév. 2001
Les conditions de la sanction d’une erreur sur “ un motif extérieur à l’objet de celui-ci ”
JCP G 2001. I. 330, pp. 1216-1217
- Observations sous Cass. Civ. 1^{ère}, 3 avril 2001
Refus du contrôle de la motivation de la rupture des contrats à durée indéterminée
JCP G 2001. I. 354, pp. 1885-1886
- Observations sous Cass. Civ. 1^{ère}, 16 octobre 2001
Contrôle des clauses de “ cessation ” du contrat au regard de leur potestativité
JCP G 2002. I. 134, pp. 812-813
- Observation sous Cass. Com., 9 juil. 2002
Conséquences débattues de l’éradication d’une clause limitative
JCP G 2002. I. 184, pp. 2115-2117
- Observation sous Cass. Civ.1^{ère}, 11 mars. 2003
Les nouveaux mystères de la fausse cause
JCP G 2003, G. I. 142
JCP E 2003, n° 28-29, pp. 1075
- Observation sous Cass. Civ. 1^{ère}, 20 mai 2003
Engagement perpétuel et rupture des contrats à durée déterminée : la perspective de nouvelles approches
JCP G 2003. I. 186
- Observation sous Cass. com. 4 fév. 2004
Une question en suspens : l’articulation des résolutions conventionnelle et unilatérale
JCP G 2004. I. 149
- Observation sous Cass. 1^{re} civ. 1^{er} février 2005 UFC c/ Troc de l’Ile (1^{er} espèce), UFC c/ société Avenir Télécom (2^e espèce), UFC 38 c/ CET (3^e espèce), UFC Brest c/ société financière de Luxeuil (4^e espèce), *Bull. civ. à paraître* ; CJCE 9 septembre 2004, Commission c/ Royaume d’Espagne, *Recueil à paraître*
De la nature des actions en suppression de clauses abusives et de la notion de contrat baigné à l’eau consumériste
***JCP G* 2005. I. 141**

- Tenue de la **Chronique de « Législation française en matière de droit privé »**, *Revue trimestrielle de droit civil* (chronique trimestrielle)

- Commentaire de la Loi n° 2000-196 du 6 mars 2000 instituant un Défenseur des enfants
RTD civ. 2000/2, pp. 414-419 (en Times 8)

- Commentaire de la Loi n° 2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique :
Petit résumé à l'usage des retardataires du progrès... ou Descartes avec Internet
RTD civ. 2000/2, pp. 423-428 (en Times 8)

- Commentaire de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations :
Nouvelle piqûre de rappel d'accès au droit et de codification
RTD civ. 2000/3, pp. 656-659 (en Times 8)

- Commentaire de la Loi n° 2000-596 du 30 juin 2000 relative à **la prestation compensatoire en matière de divorce**
RTD civ. 2000/4, pp. 907-913 (en Times 8)

- Commentaire de la Loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant **Réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques**
RTD civ. 2000/4, pp. 913-918 (en Times 8)

- Commentaire de la Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques :
Nouvelles régulations économiques et droit commun des contrats
RTD civ. 2001/3, pp. 671-680 (en Times 8)

- Commentaire de l'Ordonnance n° 2001-741 du 23 août 2001 portant transposition de directives communautaires et adaptation au droit communautaire en matière de droit de la consommation :
Le contrat ?... si je veux !
RTD civ. 2001/4, pp. 968-971 (en Times 8)

- Commentaire de la Loi n° 2001-1135 du 3 décembre 2001 relative aux **droits du conjoint survivant et des enfants adultérins et modernisant diverses dispositions de droit successoral**
RTD civ. 2002/1, pp. 156-165 (en Times 8)

- Commentaire de la Loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale,
Droits-fonctions versus droits subjectifs : quel modèle pour la famille ?
RTD civ. 2002/2, pp. 377-384 (en Times 8)

- Commentaire du Décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif à aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains
Décence et droit civil
RTD civ. 2002/3, pp. 571-572 (en Times 8)

- Commentaire de la Loi n° 2002- du 4 mars 2002 relative aux **droits des malades et à la qualité du système de santé**
RTD civ. 2002/3, pp. 574-591 (en Times 8)

- Commentaire de la Loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice :
Jurisdiction de proximité, jurisdiction-humilité ?
RTD civ. 2002/4, pp. 848-853

- Commentaire de l'arrêté du 10 janvier 2003
Le contrat et la monnaie
RTD civ. 2003/2, pp. 361-367

- Commentaire de la loi n° 2003- n° 2003-706 du 1^{er} août 2003 de sécurité financière
Du petit point sur le nouveau statut des clauses dites de “ réclamation ” à la profonde interrogation sur la conception législative actuelle du rapport contractuel
RTD civ. 2003/4, pp. 738-743

- Commentaire de la Loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique
Du patrimoine de dignité...
RTD civ. 2003/4, pp. 743-751

- Commentaire de la Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la **confiance en l'économie numérique**
RTD civ. 2004/3, pp. 574-582

- Commentaire de la Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement (JO 2 mars 2005, p. 3697)
Du droit à... un environnement équilibré : la personnalisation de l'environnement ?
RTD civ. 2005/2, pp. 470 et s.

- Commentaire de la Loi n° 2005-67 du 28 janvier 2005 tendant à conforter la confiance et la protection du consommateur
Petite loi mais grand choix de société
RTD civ. 2005/2, pp. 478 et s.

- Commentaire de l'ordonnance n° 2005-428 du 6 mai 2005 relative aux incapacités en matière commerciale et à la publicité du régime matrimonial des commerçants
La simplification qui veut se faire aussi grosse que la loi...
RTD civ. 2005/3, pp. 653 et s.

- Commentaire de l'Ordonnance n° 2005-674 du 16 juin 2005 relative à l'accomplissement de certaines formalités contractuelles par voie électronique
Le temps et les formes aplatis de l'univers électronique
RTD civ. 2005/4, pp. 843 et s.

- Commentaire de la Loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances

Contrat, responsabilité, parenté : un mélange détonant

RTD civ. 2006/2, pp. 395 et s.

- Commentaire de la Loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités

Pacs, mariage, contrat : les dynamiques concurrentes

RTD civ. 2006/3, pp. 624 et s.

- **De l'autorité parentale à la fonction éducative**

Commentaire de la Loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance

RTD civ. 2007/1, pp. 408 et s.

- **La fiducie spéciale ou le droit à deux vitesses**

Commentaire de la Loi n° 2007-211 du 19 février 2007 instituant la fiducie

RTD civ. 2007/1, pp. 412 et s.

- Tenue de la **Chronique « Les sources du droit des contrats »**, *Revue des contrats* (chronique trimestrielle)

- Observation sous Cass. Soc., 10 juillet. 2002

De la fondamentalisation du droit des contrats

RDC 2003/1. 17 et s.

- **Les modes temporels d'exécution du contrat, Acte du colloque " La durée du contrat ", Maison du Barreau, 22 octobre 2003**

RDC 2004/1. 45 et s.

- Observation sous Cass. 3^e civ. 18 déc. 2002 et 12 juin 2003, **De la poursuite de la "fondamentalisation" des sources du droit des contrats**

RDC 2004/2. 231 et s.

- **De l'avancée du principe de non-discrimination en droit des contrats**

RDC 2004/3. 618 et s.

- Observation relative à la Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique

Droit des contrats, loi, régulation, autorégulation et corégulation

RDC. 2004/4. 915 et s.

- **Le PARE et les virtualités du contrat pédagogique**

RDC. 2005/2. 257 et s.

- Observations sous CEDH 13 juillet 2004, Pla et Puncernau c/ Andorre **A la recherche de l'interprétation perdue...**

RDC 2005/3, p. 645 et s.

- Commentaire du Décret n° 2005-17 du 5 janvier 2005 portant publication du premier protocole concernant l'interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes de la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980,

et du deuxième protocole attribuant à la Cour de justice des Communautés européennes certaines compétences en matière d'interprétation de la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, faits à Bruxelles le 19 décembre 1988

A la recherche de la qualification...

RDC 2005/4, pp. 1001 et s.

- **« Remarques sur les propositions relatives à l'exécution et à l'inexécution du contrat : la subjectivation du droit à l'exécution »,** in *La réforme du droit des contrats : Projet et perspectives*, RDC 2006/1, pp. 113 et s.
- **« Le contrat de responsabilité parentale, une nouvelle figure du "contrat pédagogique" »**
RDC 2006/3, pp. 665 et s.
- **Au croisement du droit de la concurrence et du droit civil : l'avènement de la « relation » contractuelle ?**
RDC 2006/4, pp. 1033 et s.
- **« La "communautarisation" du droit contractuel interne : de l'influence des notions forgées par le droit communautaire en général, et de celle de sanction en particulier ».** A propos des arrêts de Cass. civ. 2^e, 7 mars. 2006, 05-10366 et 5 oct. 2006, 05-16329
RDC 2007/1, pp. 223 et s.
- **Le refus de la qualification contractuelle du PARE : la fin de l'hypothèse du « contrat pédagogique » ?** A propos de Cass. Soc, 31 janvier 2007
RDC 2007/3, à paraître

<u><i>Notes de jurisprudence</i></u>

- Note sous Cass. 3^e civ., 3 mai 2007
L'obligation transversale ?
D. 2007, Juris, p. 2068

III. - Activités d'enseignement

1°/ Enseignements universitaires

- Activités menées successivement aux Universités du Maine, Paris 11 et Paris I - Panthéon Sorbonne
- Matières principalement enseignées : droit privé, droit civil (sources, notions fondamentales, biens, famille, régimes matrimoniaux), droit des contrats, droit de la responsabilité

2°/ Autres

- Conférences :

- « **Résolution, exception d'inexécution** », Colloque *Les concepts contractuels à l'épreuve des Principes européens de droit des contrats*, Paris-Sud 11, 30-31 janvier 2003, Dir. P. Rémy-Corlay et D. Fenouillet, Dalloz, 2003, pp. 213-233.
- « **Les modes temporels d'exécution du contrat** », Colloque *La durée du contrat*, Revue des contrats, Maison du Barreau, 22 octobre 2003, *Revue des contrats*, 2004, n° 1, pp. 45 et s.
- « **La transmission du nom à l'enfant** », Colloque *Etat civil et lignée familiale : entre rattachement et appartenance*, Université Paris X-Nanterre, 2-3 avril 2004.
- « **The place of the Consumer Code in French Contract Law** », Conference *The Architecture of European Codes and Contract Law. Comparative consideration on existing national consumer codes* (in English), SECOLA (Société de droit européen des contrats), Vienne, 18 juin 2004.
- **Projet de réforme du Code civil – Section V – Inexécution : « Remarques sur les propositions relatives à l'exécution et à l'inexécution du contrat : la subjectivation du droit à l'exécution »**, Colloque *La réforme du droit des contrats : Projet et perspectives*, La Sorbonne, 25 octobre 2005, organisé par la *Revue des contrats*, RDC 2006, n° 1, pp. 113-128.
- « **La rupture efficace du contrat** », Colloque Cour de cassation- Institut d'Etudes politiques de Paris, Cycle Droit et économie des mécanismes contractuels, 12 juin 2006.
- « **La proposition de réforme des sanctions de l'inexécution du contrat dans l'Avant-projet de réforme du Code civil français et l'influence européenne** », Conférence, Université de Münster, 28 juin 2006.
- « **Le projet de réforme du droit français de l'inexécution des contrats. Vers un rapprochement du droit français et des droits européens ?** », Conférence « Perspectives on Contract Law », Braga – 26 et 27 octobre 2006.
- « **A Future for la Cause** », Conférence Reforming the French Law of Obligations, Oxford, 12-13 mars 2007

IV - Autres activités

1°/ Expertises

- directrice de l'atelier de droit des obligations, UMR de droit comparé CNRS-Paris1 (depuis 2000)
- membre français du Groupe de recherche sur le droit privé communautaire en vigueur (*Groupe "Acquis communautaire"*), rédaction des co-PECL, sous l'égide de la Commission européenne, dans le cadre du 6^e plan-cadre et du réseau d'excellence (depuis 2000) : rédaction des *Principles of existing EC Contract Law (Acquis Principles)*, Contract I, Pre-contractual Obligations, Conclusion of contract, Unfair Terms, 1^{er} volume des travaux, Sellier, 2007
- membre du groupe de rédaction de l'Avant-projet de réforme du Code civil, Projet Catala, *Rapport sur la réforme du droit des obligations*, remis au Ministre de la Justice le 22 septembre 2005 : rédaction de la Section V – De l'inexécution (art. 1157 à 1161), La documentation française, 2006. (2004-2006)
- membre Groupe de travail sur le droit des obligations (Projet de réforme et perspectives européennes), Conseil supérieur du Notariat (depuis 2007)